

d'avoir accepté d'énormes pots-de-vin lorsqu'il était au pouvoir. Son prédécesseur, Chun Doo Wan, qui a été arrêté pour son rôle dans le coup d'État de 1979, pourrait être tenu de répondre du rôle qu'il a joué dans l'assassinat des manifestants en faveur de la démocratie en 1980, à Kwanju.

Les élections législatives et locales à mi-mandat tenues aux **Philippines** se sont en règle générale déroulées dans le calme et l'ordre, bien qu'on ait fait état d'achats de voix, de harcèlement et d'irrégularités concernant la sécurité des boîtes de scrutin. En **Birmanie**, la libération de Daw Aung San Suu Kyi en juillet témoignait de la confiance du régime militaire dans sa capacité de la contrôler et de la marginaliser ainsi que la Ligue nationale pour la démocratie (LND), vainqueur des élections de 1990. Le gouvernement a truffé de ses partisans la convention nationale chargée d'élaborer une nouvelle Constitution, ce qui a incité la LND à boycotter la convention. Le harcèlement incessant du gouvernement a également porté atteinte à la capacité de l'opposition de s'organiser.

La crise constitutionnelle s'est poursuivie au **Bangladesh** en 1995, les partis de l'opposition boycottant le Parlement et demandant la nomination d'un gouvernement de transition neutre avant les élections nationales. Le gouvernement, en proie à d'énormes pressions, s'orientait dans cette direction à la fin de l'année, mais demeurait résolu à tenir des élections. Le gouvernement du **Sri Lanka** a annoncé l'adoption d'une série de mesures de délégation de pouvoir prévoyant une structure fédérale fortement décentralisée. Ces mesures visaient à atténuer les inquiétudes de la minorité tamoule et à trouver une solution au conflit ethnique vieux de 20 ans. En Inde, les États ont tenu des élections et le pays a amorcé les préparatifs en vue des élections nationales de 1996; la Commission des élections était résolue à éliminer les irrégularités et à contrôler le financement des campagnes.

Au **Népal**, l'UML au pouvoir a perdu un vote de confiance au Parlement en juin et demandé sa dissolution. La Cour suprême a acquiescé à la contestation de la dissolution par l'opposition en août 1995 et cette dernière s'est vu demander de former un gouvernement. Bien que l'UML se soit objecté au jugement, la décision de la cour a été respectée et le pouvoir a été cédé à une coalition de l'opposition en septembre.

La **Thaïlande** a pris un virage important au cours de l'année avec la première passation de pouvoir entre deux gouvernements élus démocratiquement, ce qui marquait une nette rupture avec la tradition d'intervention militaire dans la vie politique thaïlandaise.